

La langue des lois et des jugements
comptes-rendus des conférences
du prof. Harrington et du bâtonnier Robert

Edmund Coates

« Grouillons-nous! » conseillait le bâtonnier Michel Robert, Ad. E., à propos du manque de visibilité de la jurisprudence québécoise. « Si mes informations sont exactes, je pense qu'il ne fait aucun doute que l'Assemblée nationale du Québec viole la Constitution quotidiennement », déclarait le professeur Matthew Harrington, de la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Ces juristes étaient deux des conférenciers au colloque *La langue des lois et des jugements*, organisé par le Barreau de Montréal et ses associés¹ et présenté le 21 octobre dernier.

Un désastre pour le Québec

Le bâtonnier Michel Robert, Ad. E., ancien juge en chef du Québec et de la Cour d'appel du Québec, a offert une conférence sur la traduction des jugements au Québec. Il a débuté par la constatation que l'absence de traductions vers anglais de jugements québécois est carrément un désastre sur le plan de la réputation de la Cour d'appel et de la Cour supérieure. Il s'agit aussi d'un désastre sur le plan de la contribution que le Québec pourrait apporter, en retour des enseignements qu'il puise au-delà de ses frontières. Sans une traduction, les jugements québécois ne sont pas cités, ils ne sont pas lus, ils ne sont pas compris. Les autres provinces du Canada, ainsi que les États-Unis et les autres pays anglophones du monde ne sauront même pas que la Cour d'appel s'est prononcée sur la question, selon le bâtonnier Robert.

Certains répondraient que cette situation ne pose pas d'inconvénients majeurs, puisque les tribunaux québécois ne rendent que des jugements en pur droit civil. Le bâtonnier Robert suggère que les rôles présentent un témoignage inverse.

Les causes entendues par la Cour supérieure seraient en bonne partie en matière matrimoniale. Il y a aussi des actions en réclamation de patrimoine, qui s'inspirent d'une certaine jurisprudence fédérale. En revanche, un élément d'assurance intervient dans la grande majorité des dossiers de droit civil. Puisque les assurances sont une industrie nationale, la Cour d'appel et la Cour supérieure s'inspirent beaucoup des décisions des autres provinces, notamment dans les questions de quantum et de dommages-intérêts.

Naturellement, quand la Cour d'appel ou la Cour supérieure rendent des décisions en insolvabilité et en restructuration d'entreprise, elles se trouvent dans un domaine fédéral. Un autre exemple serait les recours en oppression, sous la loi fédérale des sociétés par actions, qui s'appuient sur une jurisprudence pancanadienne et internationale.

Selon le bâtonnier Robert, les autres décisions en matière commerciale ont souvent une pertinence nationale et parfois même internationale. Les industries se ressemblent, de province en province; d'ailleurs, certaines industries sont canadiennes et américaines à la fois. Enfin, la Cour supérieure a des compétences en révision judiciaire, un domaine où sont importantes la jurisprudence des autres provinces et celle de la Cour suprême du Canada.

Le système québécois contient déjà certaines mesures permettant la traduction des jugements. L'article 9 de la *Charte de la langue française* prévoit que, suivant la demande d'une partie, tout jugement rendu par un tribunal québécois sera traduit en français ou en anglais (selon le cas). Pour le bâtonnier Robert, l'administration de cette disposition donne lieu à trois reproches. Premièrement le délai, qui est généralement de six mois. Deuxièmement, les traductions sont de piètre qualité. Troisièmement, les citoyens ne sont pas bien renseignés par le système, afin qu'ils puissent

savoir où ils pourraient demander la traduction et savoir comment ils pourraient effectuer les démarches nécessaires.

Alors qu'il y était juge en chef à la Cour d'appel, le bâtonnier Robert avait obtenu la collaboration de certains juges, à titre de mesure provisoire. Ces juges ont accepté d'agir comme réviseurs des traductions de jugements. Or, les juges qui possèdent les connaissances nécessaires ne sont pas nombreux. Donc ce pis-aller impose à ces juges un fardeau important et ne peut s'adresser qu'à une toute petite proportion des jugements de la Cour.

Un bon exemple serait le jugement de la Cour d'appel à propos de la création d'une commission nationale des valeurs mobilières. La Cour d'appel s'était chargée de la traduction : rendant public le jugement et la traduction en même temps. Le texte traduit du jugement a suscité un grand intérêt, provenant du Québec, des autres provinces du Canada et des États-Unis. Selon le bâtonnier Robert, une mauvaise traduction, disponible avec six mois de retard, n'aurait suscité aucun intérêt.

Ce dernier a rappelé que la distribution géographique du bilinguisme parmi les juges n'est pas uniforme, ni à la Cour supérieure ni à la Cour d'appel. Les juges ont bien accès à des formations linguistiques; ils peuvent même avoir un formateur qui vient tout les matins à leur bureau pour leur enseigner l'anglais. Toutefois, acquérir une connaissance suffisante pour rédiger des jugements en anglais, pour un juge francophone, ou en français, pour un juge anglophone, représente une côte imposante à monter.

La Cour d'appel devrait avoir son propre service de traduction, qui pourrait aussi traduire certains jugements de la Cour supérieure. La qualité de la traduction s'améliore s'il y a une communication réciproque entre le juge qui a rédigé le jugement et le traducteur. L'exercice de traduction permet

d'améliorer la qualité du jugement dans sa langue originale, puisque les questions du traducteur permettent de faire ressortir des ambiguïtés; le juge peut donc préciser ces dernières avant que le jugement soit rendu public.

La Cour d'appel avait essayé d'avoir des traducteurs qui feraient partie de son personnel, pour traduire un certain nombre de jugements. Mais les budgets ont été réduits de façon considérable : la traduction n'est certainement pas une priorité pour le gouvernement.

En conclusion, le bâtonnier Robert a signalé que la langue d'un jugement ne serait pas seulement une question de bilinguisme chez le juge. Les capacités du personnel des tribunaux peuvent aussi être un facteur déterminant : un grand nombre de greffiers en première instance sont des francophones unilingues. Ainsi, un juge bilingue qui a devant lui des parties anglophones est parfois contraint à rendre un jugement en français, puisque que le greffier ne comprend pas l'anglais et la cour doit rendre son jugement tout de suite (par exemple, en matière de garde d'enfant ou de pension alimentaire provisoire).

Inconstitutionnalité à l'Assemblée nationale

M. Matthew Harrington est professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Dans sa conférence, il a soutenu que le refus persistant par l'Assemblée nationale de se conformer à la jurisprudence constante de la Cour suprême du Canada, introduit la possibilité d'une invalidation massive des lois adoptées en violation de la Constitution. L'article 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867* exige l'adoption simultanée, à chaque étape, du texte anglais et français d'un projet de loi.

Le professeur Harrington a recueilli son information, sur le processus d'étude et d'adoption des lois, auprès de membres de l'Assemblée nationale. Selon ces informations, quand l'Assemblée adopte les amendements aux projets de loi, elle n'a en main que leur texte français. Parfois, le texte anglais n'est pas prêt, même au moment où l'Assemblée donne son approbation finale à des projets de loi.

La Cour suprême du Canada a déjà prononcé une déclaration d'invalidité des lois du Manitoba, sous une disposition constitutionnelle identique à celle qui s'applique au Québec. Dans le *Renvoi sur les droits linguistiques au Manitoba*, la Cour avait aussi précisé que l'ensemble du processus d'adoption des lois à l'Assemblée nationale du Québec doit être bilingue, du début à la fin.

Le professeur Harrington a expliqué que l'article 133 de la *Loi constitutionnelle de 1867* se sert du mot facultatif *may* (peut), à propos de l'emploi du français ou de l'anglais dans les débats à la législature du Québec. Cette partie de l'article 133 vise les membres individuels de l'Assemblée, établissant pour chacun le droit de se servir de l'une ou l'autre langue.

Par contre, la Cour suprême avait conclu qu'il y a une présomption en faveur de l'interprétation impérative du mot *shall* (doit), quand l'article 133 exige le bilinguisme dans le processus législatif au Québec. Cette obligation est imposée à l'institution, afin de garantir un droit à chaque membre : celui d'avoir un texte dans sa langue avant le vote.

Le professeur Harrington a rappelé que le renvoi manitobain avait été précédé par le cas *Blaikie* du Québec. Dans cette affaire, la Cour suprême trancha que le Québec ne pouvait pas, de son seul chef, réduire ou abroger ses obligations en vertu de l'article 133.

Le renvoi manitobain avait également été précédé par *Jones c. Nouveau-Brunswick (P.G.)*. Dans Jones, la Cour suprême s'était penché sur la *Loi sur les langues officielles* fédérale. La Cour suprême a tranché que les obligations de l'article 133 établissaient un minimum constitutionnel, pas un plafond. Dans les domaines qui tombent sous son autorité, le législateur peut créer des droits linguistiques additionnels et accroître les obligations du gouvernement.

Cette conférence apportait donc une confirmation académique aux suggestions d'inconstitutionnalité formulées dans des articles d'opinion publiés dans certains journaux. Des membres de l'assistance ont réagi aux propos du professeur Harrington. Le bâtonnier Michel Robert a suggéré que les ténors de la communauté d'expression anglaise du Québec n'ont pas la volonté de risquer un conflit linguistique.

M^e Michel Bastarache, juge à la retraite de la Cour suprême du Canada, a constaté que la communauté d'expression anglaise du Québec fait implicitement des concessions à propos de ses droits linguistiques, mais que l'avenir enseignera peut-être que ces concessions n'étaient pas des plus sages. Selon M^e Bastarache, les progrès concernant les droits linguistiques, en Ontario, sont le fruit de la vigueur et de l'engagement de cette communauté francophone.

M^e Pierre Fournier, ancien bâtonnier de Montréal, a suggéré que la question constitutionnelle pourrait bien être soulevée au Québec par l'avocat d'un simple citoyen; par exemple, dans un litige mettant en jeu une disposition d'une loi. Puisqu'il s'agirait aussi d'une cause type, ce litige pourrait vraisemblablement faire l'objet d'une demande de financement au Programme d'appui aux droits linguistiques.

M^e Karine McLaren, directrice du Centre de traduction et de terminologie juridique à l'Université de Moncton, avait précisé que les traducteurs à l'Assemblée nationale doivent souvent composer avec des délais très serrés, puisqu'ils sont au bout du processus. Le résultat de ce processus vicié, un texte anglais médiocre, crée un obstacle à l'accès au droit. Or, les défauts dans les textes anglais donnent aussi lieu à des litiges superflus et coûteux. M^e McLaren a donc noté que les francophones du Québec sont susceptibles de subir un préjudice, découlant des divergences entre les deux textes et des ambiguïtés dans le texte anglais, puisque ces difficultés ne peuvent être résolues que par l'étude des deux textes.

Pour les fins de cet article, l'administration de l'Assemblée nationale du Québec a été invitée à commenter les propos du professeur Harrington : « L'Assemblée considère que la procédure d'étude et d'adoption des projets de loi relève de l'exercice de son privilège parlementaire constitutionnel de contrôler de manière exclusive ses propres débats. Elle est sensible aux préoccupations formulées dans cet article, mais elle n'entend pas les commenter à ce stade-ci. ».

Pour conclure, il serait désirable de mettre cette réponse de l'Assemblée nationale en contexte. Selon la directive de l'Assemblée en la matière : « En vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*, l'Assemblée établit les règles de sa procédure et est seule compétente pour les faire observer. [...] Selon l'usage suivi à l'Assemblée nationale, les amendements proposés à l'une des étapes du processus législatif sont présentés, au choix de leur auteur, soit en français, soit en anglais. Puis, dès après leur adoption en commission ou à l'Assemblée, ils sont traduits dans l'autre langue de façon à ce que les versions française et anglaise de chaque projet de loi ainsi modifié soient disponibles avant la sanction royale qui clôt le processus législatif. » ²

¹Organisé par le Barreau de Montréal, le Commissariat aux langues officielles, le Programme d'appui aux droits linguistiques et le Quebec Community Groups Network. Les autres conférenciers étaient M. Graham Fraser, Commissaire aux langues officielles du Canada, Mme Geneviève Boudreau, directrice du Programme d'appui aux droits linguistiques du Canada, M^e Karine McLaren, directrice du Centre de traduction et de terminologie juridiques de l'Université de Moncton, M. Gérard Hernando, directeur des services législatifs en français au Ministère de la Procureure générale de l'Ontario, et M^e Philippe Hallée, premier conseiller législatif au Ministère de la Justice du Canada. Le professeur Robert Leckey, de la Faculté de droit de l'Université McGill, a été président des panels.

² *Recueil de décisions concernant la procédure parlementaire : Assemblée septembre 2015*, décision 252/1